



Pegida, un mouvement déjà défait ?

Pendant plusieurs semaines, d'octobre 2014 à février 2015, un acronyme ayant à lui seul valeur de slogan a défrayé la chronique en Allemagne, même si le centre de gravité des manifestations contre une prétendue islamisation de l'Allemagne se trouvait essentiellement à Dresde et dans ses environs : Pegida, *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*, se présente comme un mouvement populaire de *Patriotes européens contre l'Islamisation de l'Occident*. À l'origine du mouvement, un appel à manifester tous les lundis à 18h, daté du 11 octobre 2014, d'un certain Lutz Bachmann demandant que l'Allemagne ne soit pas le théâtre de conflits religieux comme cela venait d'être le cas à Dresde, une manifestation ayant appelé à soutenir le parti kurde PKK dans sa lutte armée contre l'État islamique (IS) alors que le PKK est interdit en Allemagne comme organisation « terroriste ». ¹ Pour Pegida, PKK, IS et El Kaida ne sont qu'une seule et même chose, l'influence du PKK, la preuve d'une islamisation croissante de la société allemande. Ses appels tournent tous autour de l'Islam perçu comme un danger envahissant, ils rejettent les étrangers, les médias à la solde du pouvoir et des élites, la société multiculturelle que serait déjà devenue l'Allemagne, ils prônent le retour à une culture allemande de référence (*Leitkultur*). Pegida est

ouvertement islamophobe et xénophobe et cultive toutes les formes de populisme que l'on peut imaginer. On retrouve dans son nom les objectifs visés par la lutte menée, au plus beau temps de la guerre froide, pour la défense d'un Occident fondé sur les valeurs judéo-chrétiennes, sans référence aucune aux acquis des Lumières. Il revendique pour soi de rassembler les véritables patriotes allemands qu'il met toutefois à l'heure européenne pour ne pas paraître trop ringard. En fait, en matière européenne, il se situe dans la mouvance eurosceptique qui prétend défendre l'idée d'Europe contre l'Union européenne, préférant à l'intégration le retour à une Europe confédérale de nations patriotes.

C'est le langage du populisme et du nationalisme dans le contexte d'un afflux de demandeurs d'asile en Allemagne, suite aux conflits du Moyen-Orient². C'est encore l'expression de la peur classique d'une aliénation par les étrangers. Pour ne pas passer pour manquer de cœur, Pegida accepte pourtant les « réfugiés de guerre » mais c'est pour mieux en réduire le nombre et les opposer aux « réfugiés économiques » qui ne sont, à ses yeux, que des profiteurs. Il demande à l'Allemagne d'accroître les moyens qui favoriseront l'intégration de ceux qui méritent vraiment de bénéficier du droit d'asile allant jusqu'à demander un amendement de

1. Des manifestations violentes entre groupes d'extrême droite et salafistes ont eu lieu dans les semaines qui suivirent, en particulier le 24 octobre à Cologne, à la suite d'un appel de Hogesa, « Hooligans contre les salafistes », pour contrer les menées salafistes en Allemagne.

2. On notera qu'en 2012, l'Allemagne a été, à nouveau pour la première fois depuis les années 1990, le pays qui a accueilli le plus de réfugiés en Europe : environ 400 000 contre 260 000 en France, beaucoup venant de Syrie.

la constitution pour en faire une contrainte pour l'État en même temps qu'une astreinte pour les demandeurs d'asile. Une porte serait ainsi ouverte à l'introduction de devoirs constitutionnels pour les personnes vivant en Allemagne alors qu'il n'est de constitution libérale que celle qui défend les droits des citoyens contre l'arbitraire de l'État.

Étonnant dans l'affaire, c'est que la réalité de l'Allemagne est autre que celle qu'imagine et représente Pegida : l'Allemagne compte environ 4,5 millions de musulmans, soit 4,5 % de la population ; en Saxe-même ne vivent que quelques milliers de musulmans, entre 0,1 et 0,7 % de la population du Land. On retrouve ici le phénomène observé dans les nouveaux Länder au lendemain de l'unification : l'existence d'une xénophobie en l'absence-même d'étrangers. Les causes en sont multiples et la France rurale connaît aussi ce phénomène, la peur est imaginée à partir de ce que l'on raconte de ces creusets de perdition que seraient les villes. Kathrin Oertel, qui faisait alors encore partie de la direction de Pegida, s'est exprimée en ce sens lors d'un *talk-show* que l'animateur Günther Jauch a consacré à Pegida sur la première chaîne de télévision (ARD) le 18 janvier dernier. Dans les nouveaux Länder trois éléments doivent être pris en compte : l'absence d'un espace public du temps de la RDA n'a pas favorisé le débat sur la présence d'étrangers qui, quand il y en avait quelques-uns, étaient imposés par le régime au nom de la solidarité internationale, dans le cadre de conventions entre Etats, sans apprentissage interculturel de l'autre, cet état de fait alimentant une relation de domination entre le peuple et ses dirigeants, qui s'exprime dans la formule si fréquemment utilisée en RDA sur « ceux d'en haut et ceux d'en bas » !

Répercuté, comme lors des printemps arabes, sur internet via les réseaux sociaux, le premier appel avait réuni les deux derniers lundis d'octobre de 300 à 500 personnes à Dresde. L'idée n'était pas en soi nouvelle : en 2003-2004 avaient en effet déjà eu lieu, à l'appel du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD) bientôt relayé par un comité informel de coordination, une série de « manifestations du lundi » sur le modèle de celles de l'automne 1989 en RDA, mais dirigées cette fois contre « le démontage social » provoqué par l'application des lois Hartz, Harz IV en particulier. Le pasteur

de la *Nikolaiirche* de Leipzig, Christian Führer, avait alors expressément défendu le droit des manifestants de se recommander des « manifestations du lundi » pour protester contre la politique sociale du gouvernement de l'Allemagne unifiée tandis que Joachim Gauck y avait vu une exploitation excessive de l'histoire. Le même débat s'est reproduit à l'identique ces derniers mois pour vérifier si l'appellation de « manifestations du lundi » était légitime ou, au contraire, une imposture. J. Gauck, en sa qualité de président fédéral, parle aujourd'hui d'une « instrumentalisation » du concept, l'ancien pasteur de Wittenberge, Friedrich Schorlemmer (aujourd'hui SPD) y voit un abus de langage. Il était pour le moins aussi habile de la part de Pegida que de la part du MLPD en son temps de se présenter dans la lignée de manifestations qui, à l'automne 1989, exprimaient la volonté populaire en RDA, à travers le slogan « Nous sommes le peuple ». Lors de sa toute première manifestation, Pegida appelait d'ailleurs, conformément au modèle de l'automne 1989, à manifester « pacifiquement et unis », mais cette fois non pas dans le but d'une transformation démocratique du régime de la RDA mais « contre des guerres de religion menées par représentants interposés sur le sol allemand ».

De quelques centaines en octobre 2014, le nombre des manifestants est passé à près de 20 000 en décembre pour atteindre un maximum de 25 000 à la mi-janvier à Dresde et a fini par s'étendre à l'ensemble des villes allemandes, dans des proportions toutefois nettement moindres, quelques centaines de personnes par ville à l'Ouest et quelques milliers à l'Est. Même s'il existe des rejets à Kassel sous la dénomination de Kagida, à Cologne sous celle de Kögida, à Nuremberg sous celle de Nügida et à Leipzig sous celle de Legida, Pegida reste un phénomène circonscrit à Dresde et à la Saxe. Lors des manifestations dans cette ville, les trois quarts des manifestants viennent de Dresde et de ses environs immédiats (pour 36 %) et de la Saxe (pour 38 %). 9 % viennent des autres Länder de l'Est et seuls 6 % de ceux de l'Ouest. Manifestation probante de leur ancrage local et régional : les manifestants se disent à 73 % sans confession, 21 % protestants et 4 % catholiques. Ajoutons que d'après cette étude, le sympathisant moyen de Pegida est de

sexe masculin, issu des classes moyennes, a reçu une bonne formation et a un emploi.³ Une autre étude montre que Pegida trouve ses racines dans le populisme traditionnel. Les manifestants dont les revenus sont un peu plus élevés que la moyenne en Saxe, disent suivre ses appels parce qu'ils ne se sentent plus représentés par les partis établis.⁴ Leurs motivations seraient moins islamophobes que celles des fondateurs de Pegida, on pourrait même penser que la crainte de l'islam n'est pour eux qu'un prétexte pour dire leur malaise, en d'autres termes se faire entendre en pratiquant un langage qui ne soit pas « politiquement correct ». Dans les micro-trottoir proposés au cours de l'émission de G. Jauch, fruit bien évidemment de la sélection pratiquée par les reporters, on retrouvait les éléments de ce malaise qui conduit sinon à l'islamophobie du moins à la xénophobie : « Il y a assez de pauvres dans notre pays », « Les étrangers touchent un tas d'argent, moi je suis en retraite et je ne gagne pas tant que cela pour vivre ! », « Il faut fermer les frontières », etc.

Le succès de Pegida rappelle, entre autres, celui d'un autre parti qui conduisit son fondateur au début des années 2000 jusque dans le Sénat de Hambourg en qualité de ministre de l'Intérieur. Le parti, appelé *Schill-Partei*, du nom de son fondateur, Ronald Schill, s'appelait officiellement « Parti Offensive pour l'État de droit » (*Partei Rechtsstaatliche Offensive*) pour ne plus porter à la fin que le nom *Offensive Deutschland*. Il se prononçait pour une restriction du droit d'asile et était favorable au retour au deutschmark, sa référence idéologique était le FPÖ de Jörg Haider en Autriche. R. Schill était juriste de formation et avait comme magistrat la réputation d'être sans pitié (d'où son surnom de

« Richter Gnadenlos »). Ses succès électoraux lors des élections régionales de Hambourg en 2000 (19,4 % des voix) l'avaient mis en position de négocier sa participation au gouvernement de la ville, dirigé par les chrétiens-démocrates. La coalition dura de 2001 à 2004, mais en 2003 des querelles au sein de la direction du parti avait conduit à l'élimination de son fondateur. Dès lors, le parti, qui lors des élections fédérales de 2002 n'avait obtenu que 0,8 % des suffrages, fut voué au déclin. Il a cessé d'exister en 2007. On retrouve dans le *Schill-Partei* tous les ingrédients qui expliquent le succès et le déclin des partis populistes de droite. Leur ascension, en apparence irrésistible, est fortement liée à l'aura personnelle de leur fondateur et aux malaises d'un électorat en manque de repères. La chute est aussi rapide et suit en général une crise interne au parti. La personnalité autoritaire du père-fondateur provoque la jalousie de son entourage, querelles et rivalités personnelles trouvent leur conclusion dans l'élimination du père. C'est, toutes proportions gardées, ce qui s'est également produit au sein du parti des Pirates (*Piratenpartei*) il n'y a pas si longtemps. Un thème électoral (en l'occurrence, la liberté d'accès à Internet) provoque l'intérêt d'un nouvel électorat mais le parti, promu soudain sur le devant de la scène, ne parvient pas à élaborer un programme au-delà de ses grands thèmes et sa direction se perd en querelles personnelles. La sanction des électeurs est alors sans pitié, d'autant que l'électorat d'aujourd'hui est de moins en moins captif, de plus en plus volatile, susceptible donc de changer de parti en fonction de calculs personnels et d'intérêts immédiats.

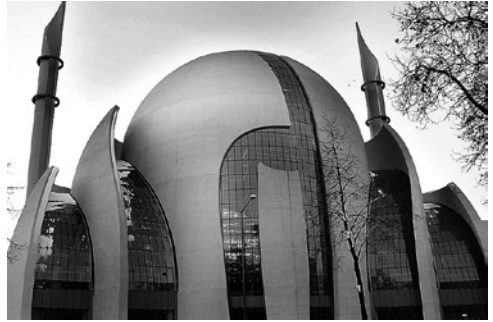
Pegida ne s'est pas constitué en parti, mais il a connu une ascension qui a frappé les esprits. Il a déjà amorcé sa décrue, provoquée comme pour le *Schill-Partei* ou les Pirates, par des dissensions au sein de sa direction et des ruptures sur les objectifs poursuivis. La publication dans le journal *Bild* d'une ancienne photographie représentant le fondateur et leader de Pegida, Lutz Bachmann, grîmé en Hitler et faisant le salut hitlérien, a suffi à provoquer une crise tant la publication de cette photo confirmait les soupçons de dérive extrémiste qui pesaient sur lui. Kathrin Oertel, conseillère de gestion immobilière à Dresde, a alors obtenu que Lutz Bachmann quitte la direction de Pegida

3. Cf. B. Honnigfort, « Männlich und gut ausgebildet ». Studie über Pegida-Demonstranten in *Frankfurter Rundschau*, 15.01.2015, p. 4. Le responsable de l'enquête, Hans Vorländer (TU Dresden), fait toutefois remarquer que pour être empiriquement fiable, cette enquête n'est pas représentative vu que 65 % des personnes interrogées ont refusé de répondre. L'enquête met ainsi, au passage, en évidence deux aspects de la personnalité des manifestants : leur rejet des médias mais aussi leur sens de la discipline et de l'obéissance. Pegida demandait en effet aux manifestants de ne pas parler aux médias auxquels il ne serait pas possible de faire confiance.
4. Cf. „Wer geht eigentlich zu Pegida?“ in <http://politischer-spielraum.de/?p=1110>, consultation du 24.02.2015.

et est même allée plus loin, par crainte de dérive sectaire : A la mi-janvier 2015, avec cinq autres membres de la direction de Pegida, elle a quitté le mouvement pour fonder un nouveau parti eurosceptique à droite de la CDU, favorable à la démocratie directe, *Direkte Demokratie für Europa* (DDfE). Cela la rapproche et en même temps la place en concurrence directe avec le parti eurosceptique de B. Lucke, *Alternative für Deutschland* (AfD). Cette crise a également provoqué un malaise à la base, mesurable au nombre de manifestants que mobilisait en février 2015 Pegida à Dresde, plus qu'environ deux mille personnes. Lutz Bachmann fait à nouveau partie de la direction de Pegida sans qu'il soit possible de dire, au moment de clore cet éditorial, si son autorité est trop endommagée pour renouer avec ses succès passés. La logique de l'évolution du mouvement voudrait que cette crise engendre à terme sa disparition.

Le phénomène Pegida mérite de retenir l'attention à d'autres égards encore. Pegida a provoqué des contre-manifestations auxquelles ont participé plus de personnes que Pegida n'a réussi à en rassembler. Les médias l'ont bien noté, mais l'information qui prévalait était celle qui portait sur les manifestations organisées par Pegida. Les premières contre-manifestations à Dresde ne rassemblent au départ que quelques centaines de personnes, mais celle du 8 décembre atteint, selon les chiffres fournis par la Police, 9 000 personnes et celle du 22 janvier, selon les mêmes sources, 22 000. Le 10 janvier 2015, le nombre de manifestants se serait même élevé à 35 000, selon la radio régionale MDR (*Mitteldeutscher Rundfunk*). À Leipzig, les chiffres sont plus évocateurs encore : 30 000 manifestants le 12 janvier et à nouveau 20 000 le 21 janvier contre Pegida et Legida. Bel exercice pratique de démocratie : quand se lève le populisme de droite, les démocrates descendent à leur tour dans la rue pour contenir la menace et dans l'ensemble sans que des heurts se produisent entre les deux groupes et compromettent dans l'opinion le bien-fondé de leur action.

La classe politique a par contre eu du mal à se positionner sur le phénomène Pegida soit qu'elle attendait que le mouvement s'essouffle de lui-même, soit qu'elle hésitait entre condamner par des déclarations bien senties ou débattre avec les manifestants eux-mêmes



La Mosquée de Cologne-Ehrenfeld
[Photo : Türkisch-Islamische Union der Anstalt
für Religion e.V. (DITIB)].

ou leurs dirigeants. La chancelière, Angela Merkel, a appelé à la fin de l'année 2014, à ne « pas participer à des manifestations qui témoignent de la haine pour l'autre » ; son vice-chancelier, Sigmar Gabriel, s'est vu reprocher par son propre parti, le SPD, d'avoir accepté de parler avec des représentants de Pegida dans le cadre pourtant d'un débat policé, organisé par la Centrale fédérale de formation politique, la *Bundeszentrale für politische Bildung*. La prise de position de la chancelière avait le mérite de la clarté mais elle était entachée d'une certaine maladresse puisqu'elle semblait signifier de façon paternaliste aux manifestants ce qu'ils devaient faire alors que ceux-ci pouvaient valablement revendiquer pour eux le droit de manifester pacifiquement et de s'exprimer librement. C'est la critique qui a été faite ultérieurement à la police quand celle-ci, ignorante de ce qu'a représenté en France l'esprit du 11 janvier, a prétexté d'un danger terroriste pour faire interdire des manifestations de Pegida et de Legida.

Le débat dans la presse écrite et dans les médias en général a montré que l'on prenait toute la mesure d'un phénomène auxquels on n'était pourtant pas préparé et que l'on avait pour principal souci de défendre les fondamentaux de la démocratie occidentale, de bannir la xénophobie et l'islamophobie au nom de la liberté de conscience et de culte. À nos yeux, la splendeur de la grande Mosquée de Cologne dans le quartier d'Ehrenfeld est la garantie que l'Allemagne se comprend, conformément à sa constitution, comme un pays de tolérance.

– Jérôme VAILLANT –